



HAL
open science

**Archéologie et diplomatie d'influence, le cas de Madāʿin
Ṣāliḥ (Mada'in Salih), l'ancienne Hégra, en Arabie
Saoudite**
Laïla Nehmé

► **To cite this version:**

Laïla Nehmé. Archéologie et diplomatie d'influence, le cas de Madāʿin Ṣāliḥ (Mada'in Salih), l'ancienne Hégra, en Arabie Saoudite. 2023. halshs-04336470

HAL Id: halshs-04336470

<https://shs.hal.science/halshs-04336470>

Preprint submitted on 18 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Archéologie et diplomatie d'influence, le cas de Madā'in Šāliḥ (Madain Salih), l'ancienne Hégra, en Arabie Saoudite

Laïla Nehmé, CNRS-UMR 8167, Orient & Méditerranée

Article à paraître dans la revue *Syria. Archéologie, art et histoire*

(<https://www.ifporient.org/publications/syria/>), remis à la rédaction en juillet 2023.

Le souhait de P. Butterlin d'inclure dans ce dossier une contribution sur le site archéologique de Hégra, souvent confondu à tort, dans les médias, avec al-'Ulā¹, a été suscité par une communication présentée le 1^{er} décembre 2022 au colloque organisé au Musée National saoudien à Riyad à l'occasion du vingtième anniversaire de la coopération franco-saoudienne dans le domaine de l'archéologie. Ce colloque était organisé par le ministère de la Culture saoudien, représenté par la Commission pour le Patrimoine, ainsi que par l'ambassade de France à Riyad, la Commission royale pour AlUla (RCU) et l'Agence française pour le développement d'AlUla (Afalula)². Il ne s'agit donc en aucune manière d'une synthèse sur les liens entre diplomatie et archéologie depuis le XIX^e siècle mais d'un retour d'expérience et d'une réflexion sur la manière dont les archéologues s'acquittent du rôle d'« ambassadeurs » de la France dans les lieux les plus reculés du globe. Il n'est en effet un secret pour personne que la création, en 1945, de la Commission consultative des fouilles archéologiques à l'étranger avait pour finalité de « permettre à la France de reprendre sa place dans le domaine des recherches archéologiques, en plaçant cette commission sous l'autorité du ministère des Affaires étrangères »³. Le fait que de nombreux grands chefs de mission aient été des membres très actifs de la France Libre est invoqué pour expliquer cette tutelle, propre à la France. Rappelons que la Commission a été créée sous l'impulsion du général de Gaulle et de l'archéologue français Henri Seyrig⁴, directeur des Antiquités de Syrie et du Liban, alors sous mandat français, entre 1929 et 1941.⁵ Elle s'est réunie pour la première fois le 25 juillet 1945, sous la direction d'Henri Laugier, premier directeur du CNRS. Selon les propres mots du ministère, la commission « consacre une tradition d'échanges entre la diplomatie et l'archéologie française développée depuis le milieu du XIX^e siècle ».

¹ La ville et la vallée d'al-'Ulā comptent plusieurs sites archéologiques majeurs parmi lesquels figure Hégra. Al-'Ulā est parfois orthographié AlUla mais ce nom n'est qu'un outil de marketing destiné à vendre une destination touristique.

² À cette occasion, le ministre de la culture a pu dire : « Our archeological collaboration with France is an extension of the long-standing cultural relationship between our two nations, and is built on our mutual commitment to historical preservation and knowledge-sharing. Over the past twenty years, archeology projects in Saudi Arabia have helped shed light on the civilizations and centuries-old history of the Kingdom, while simultaneously offering French archeological teams with the opportunity to expand their range of expertise with on-ground experience in a truly unique setting. » (source Saudi Press Agency, 1/12/2022).

³ Jean-François Jarrige, cours donné dans le cadre de la formation dans les domaines des patrimoines matériels et immatériels, 10. Histoire et enjeux de la Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger (https://www.e-patrimoine.org/patrimoine/new_interactive_ress/10-histoire-et-enjeux-de-la-commission-consultative-des-recherches-archeologiques-a-letranger/).

⁴ Voir Duyrat *et alii* 2016, p. 7-9.

⁵ Page d'accueil du MEAE : « les liens étroits entre l'archéologie [...] et la diplomatie répondent à une longue tradition remontant au milieu du XIX^e siècle. Ce processus a connu un nouvel élan au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec la création, sous l'action du général de Gaulle et de l'archéologue Henri Seyrig, de la commission consultative des recherches archéologiques françaises à l'étranger, la "Commission des fouilles". ».

Parce que l'histoire est aussi faite de coïncidences heureuses, il faut rappeler que Henri Seyrig était un ami commun de Claude Levi-Strauss et de la famille de l'écrivain Amin Maalouf (fig. 1). Il est certes anecdotique mais intéressant de

rappeler que Amine Maalouf a succédé en 2009 au siège de Claude Levi-Strauss à l'Académie française. Un autre élément qui rapproche Amin Maalouf et Henri Seyrig, également fondateur de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO, anciennement IFAPO), également anecdotique, est rapporté par Frédéric Alpi dans les « Carnets de l'IFPO »⁶ : dans le *Rocher de Tanios* (prix Goncourt 1993), Maalouf évoque une fontaine où

les garçons essaient de garder le plus longtemps possible leurs mains sous le jet d'eau glacé qui, je cite, « s'écoule du ventre de la colline par une grotte » à

l'entrée de laquelle se trouve « une voûte ornée d'inscriptions grecques ». Ce village est Ain al-Qabou, d'où la famille Maalouf est originaire, dans la région libanaise du Metn, à l'est de Beyrouth. La voûte de Ain el-Qabou appartient à l'une des fontaines romaines du Liban. Il y a bien une inscription grecque gravée sur les claveaux de l'arc de la fontaine. Elle porte le nom de son commanditaire antique, un certain clarissime Iordanès et ce petit monument a fait l'objet d'une publication par des chercheurs de l'IFPO.

En 2022, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a soutenu 162 projets dans 73 pays différents sur les cinq continents pour un budget total de 1,9 millions d'euros⁷, soit une moyenne d'environ 11 800 euros par projet, et des montants variant de 9000 pour les projets les moins bien lotis à 20 000 euros pour les mieux lotis ; une goutte d'eau dans le fonctionnement des missions qui repose en réalité en grande partie sur la capacité de leurs directeurs à lever des fonds auprès d'autres organismes publics mais aussi privés, à la fois en France et dans les pays où les missions opèrent.

Ceci étant dit, la présente contribution n'a vocation ni à critiquer les formes prises par ce *soft power* ni les institutions qui en sont porteuses, au premier rang desquelles, pour notre propos, le MEAE. Deux ouvrages sortis récemment des presses s'en chargent amplement⁸. Le premier, écrit par une journaliste, est un brûlot exclusivement à charge tandis que le second, qui dresse un état des lieux critique mais néanmoins nourri de réflexions et d'explications, est le fruit d'une collaboration entre un haut fonctionnaire, deux chercheurs et un journaliste.



Fig. 1. Claude Levi-Strauss (à gauche) et Henri Seyrig (à droite) vers 1945. © Collection particulière, extrait des Carnets de l'IFPO.

⁶ <https://ifpo.hypotheses.org/3935> : Amin Maalouf et Henri Seyrig.

⁷ Ce budget était de 2,6 millions d'euros en 2011, soit l'équivalent en 2022 de plus de 3 millions d'euros et donc une baisse de plus de 36 % en euros constants, ce qui est considérable. Source INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2417794>).

⁸ Lebel 2023 ; Conesa et alii 2021.

L'objectif de ces lignes est simplement de présenter quelques faits relatifs au rôle de l'archéologie dans ce qui s'appelle désormais la « Diplomatie d'influence »⁹, nom de l'une des directions de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, ainsi nommée depuis 2015. La place et le nom de cette direction dans l'organigramme du ministère ont évolué avec le temps : direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; direction générale de la coopération internationale et du développement ; direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats¹⁰.

Le site de Hégra en quelques mots

Hégra est le plus grand site nabatéen après Pétra, en Jordanie. La ville a été fondée dans le courant du I^{er} siècle av. J.-C., lorsque le pouvoir nabatéen a étendu son contrôle sur le Hijāz¹¹. Hégra se trouve aux marges méridionales du royaume mais l'influence de ce dernier s'étendait sans doute au-delà, peut-être jusqu'à Médine. Hégra était une station caravanière sur la route de l'encens qui reliait le sud de la péninsule Arabique au Levant. C'était aussi une ville de garnison, comme l'attestent les nombreux militaires mentionnés dans les inscriptions gravées sur les façades des tombeaux¹². La ville proprement dite comptait sans doute plusieurs milliers d'habitants, avec des maisons construites principalement en briques crues. Les nécropoles, parmi lesquelles 94 tombeaux à façade et décorée comparables à ceux de Pétra et environ 2 500 tombes à fosse, s'étendaient tout autour. Trente-quatre inscriptions nabatéennes, de nature juridique, donnent le nom des défunts et celui de leurs ayants droits. Hors de la ville et des nécropoles, un massif isolé aux sommets plus hauts que ceux du reste du site, le Jabal Ithlib, recevait les confréries religieuses nabatéennes qui se réunissaient dans des salles de banquet couvertes ou à ciel ouvert. Un *sīq* d'une cinquantaine de mètres de long, qui rappelle le défilé menant au centre de Pétra et à la Khaznah, permettait d'accéder au cœur de cet espace protégé. De nombreuses niches contenant des symboles divins nabatéens, des bétyles, ont été taillées dans ce massif. Enfin, occupant un périmètre encore plus large, une oasis, alimentée par plus de 130 puits puisant l'eau dans la nappe phréatique, peu profonde dans l'Antiquité, fournissait de quoi nourrir la population. Le site de Hégra constitue donc un parfait exemple de ville connectée au grand commerce caravanier, par ailleurs parfaitement intégrée dans son environnement malgré la nature désertique de ce dernier.

Brève historique d'une mission au long cours

Lorsque la Mission archéologique de Madā'in Šālīḥ a été créée en 2022, l'Arabie Saoudite était perçue, par les archéologues français – en dehors de quelques universitaires visionnaires qui avaient œuvré à développer les contacts avec leurs homologues saoudiens dès le milieu des années 1990¹³

⁹ Cette direction s'appelait auparavant Direction de la culture, de l'enseignement, de la recherche et du réseau. C'est à elle que sont adressées les demandes d'allocations pour recherches archéologiques françaises à l'étranger.

¹⁰ Ces informations sont extraites de Lombard 2022, p. 33.

¹¹ Pour une synthèse sur l'histoire du site et ses vestiges, voir Nehmé 2019.

¹² Nehmé 2015, p. 111.

¹³ Jean-Marie Dentzer (directeur de l'IFAPO, aujourd'hui IFPO), Michel Reddé (directeur d'étude à l'EPHE), Christian Robin (directeur de l'IREMAM d'Aix-en-Provence), Jean-François Salles (directeur de la Maison de l'Orient Méditerranéen à Lyon), et Roland Gayraud, délégué de l'IFAO du Caire. Voir le dossier « Recherches en Arabie » publié en 1996 dans le numéro 6/2 de la revue *Topoi*, p. 531-607 et notamment l'avant-propos, p. 531 : « une mission organisée par le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, rassemblant des représentants de plusieurs institutions universitaires et de recherche françaises sous la direction de Michel Reddé (EPHE), s'est rendue dans la capitale du royaume et en Arabie du Nord-Ouest à l'automne 1995. Le dialogue renoué incite à se pencher à nouveau sur les données scientifiques ». Un second séminaire, organisé à Lyon en 1998, a également donné lieu à une publication : Recherches sur l'Arabie du Nord-Ouest II : *Topoi* 9/1, 1999, p. 191-218

– comme une *terra prohibita*. Peu après, le souhait du royaume saoudien d'inscrire le site de Madā'in Šālīḥ/Hégra sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO a suscité l'envoi d'une mission à al-'Ulā, en 1997, sous l'égide de l'Unesco et du Vice-Ministère des Antiquités et des Musées saoudiens. Cette mission de dix jours a permis de commencer l'inventaire des vestiges rupestres du site¹⁴. Entre 1997 et 2001, les contacts réguliers entre les universitaires et les chercheurs des deux pays, dont l'auteur, ont été facilités par l'engagement du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Riyad. Le principe d'une coopération avec la France pour l'exploration du site de Madā'in Šālīḥ/Hégra a quant à lui été accepté par le Vice-Ministère des Antiquités et des Musées en 2001 et une première mission exploratoire a pu avoir lieu en 2001 grâce à un financement du ministère des Affaires Étrangères et de l'Ambassade de France à Riyad. Quant à la Mission archéologique de Madā'in Šālīḥ, elle a été créée par l'auteur, et sous sa direction, en 2002. Enfin, avec le concours de cette dernière, le site a été inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO en 2008.

L'archéologie en Arabie Saoudite, 2002-2022 (fig. 2)

En 2002, la recherche archéologique dans le royaume saoudien était placée sous la tutelle du ministère de l'Éducation. Grâce à elle, l'archéologie bénéficiait de nombreux relais locaux puisque des bureaux de ce ministère étaient présents dans la plupart des villes saoudiennes. À l'inverse, la fragmentation de l'effort avait pour conséquence une dissolution des moyens accordés et donc un soutien global à l'archéologie trop faible pour promouvoir de grands projets.

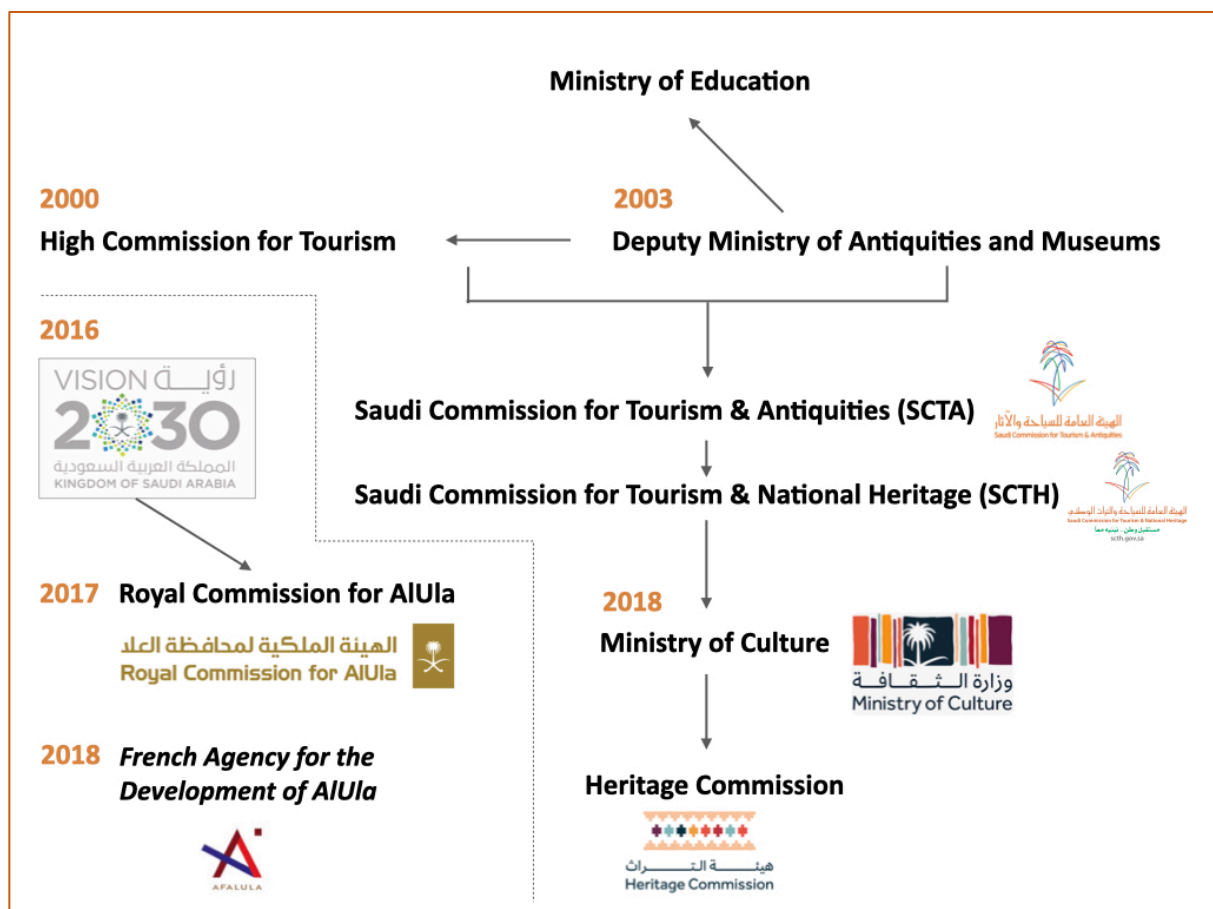


Fig. 2. Schéma montrant l'évolution des autorités en charge de l'archéologie en Arabie Saoudite. © L. Nehmé.

¹⁴ Y ont pris part Jean-Pierre Braun et Jean-Marie Dentzer.

En 2000, une première Haute commission pour le tourisme (High Commission for Tourism) a été créée pour donner une impulsion au développement du tourisme dans le pays. Trois ans plus tard, au printemps 2003, un décret royal a rattaché le secrétariat d'État aux antiquités et aux musées (*Deputy Ministry*) – initialement rattaché au ministère de l'Éducation – à la Commission pour le tourisme, l'idée étant que les sites archéologiques pouvaient augmenter l'attractivité touristique d'une région. Cette idée, novatrice en Arabie en 2003, est désormais devenue une évidence. La nouvelle entité, nommée Commission saoudienne pour le tourisme et l'archéologie (SCTA), devenue ensuite la Commission saoudienne pour le tourisme et la patrimoine national (SCTH)¹⁵, a été placée sous l'autorité du prince Sultan bin Salman, demi-frère du prince héritier Mohammad bin Salman. Grâce à la création de cette entité, l'archéologie a connu un développement exponentiel, en particulier grâce à l'action de Ali al-Ghabban, qui en assurait le secrétariat général avant de devenir membre du Majlis ash-Shura, l'Assemblée consultative du royaume. La grande majorité des missions archéologiques conjointes ont été créées entre 2004 et 2018¹⁶. La première grande Convention pour l'archéologie saoudienne, organisée par ce qui était alors encore la SCTH, a eu lieu en novembre 2017 à Riyad et a montré le dynamisme des missions conjointes, résultat de quinze années d'ouverture et de coopération. En juillet de la même année, quelques mois après le lancement, en 2016, du programme « Vision 2030 » par Mohammad bin Salman, la Commission royale pour AlUla a été créée, sous l'autorité du prince Badr bin Abdullah bin Farhan Al-Saud, pour accompagner le développement de la région d'al-'Ulā, où la densité en sites archéologiques majeurs est plus importante que partout ailleurs dans le royaume. Au cours des années 2021 et 2022, la Commission a étendu le champ de son action aux villes de Taymā', au nord-est d'al-'Ulā, et de Khaybar au sud. Enfin, en juin 2018, pour la première fois, un ministère de la Culture a été créé par décret royal. Le ministre est depuis lors le même prince Badr bin Farhan, qui est donc à la fois ministre de la Culture et gouverneur ainsi que président du conseil d'administration la RCU. Au sein du ministère de la Culture, une Commission du patrimoine a la responsabilité de l'archéologie et des musées.

Archéologie et diplomatie, France-Arabie Saoudite

Le 15 juillet 2017, soit au moment même où la RCU était créée, Jean-Yves Le Drian, nommé deux mois plus tôt ministre des Affaires étrangères, avait été invité à rencontrer le prince héritier sur une île de la mer Rouge. La délégation française, dont faisaient partie Jérôme Bonnafont, alors excellent directeur Afrique du Nord-Moyen-Orient du MEAE¹⁷, et Bertrand de Lignières, alors Attaché de défense auprès de l'ambassade de France à Riyad, y a été accueillie par la délégation saoudienne, qui comptait alors, outre le ministre des Affaires étrangères, le conseiller militaire et le chef de cabinet. Au cours de la rencontre, la discussion avec le prince héritier sur les contrats en cours de négociation entre la France et l'Arabie Saoudite a tourné court et a été reléguée au second plan par deux phrases prononcées par Mohammad bin Salman : « j'ai beaucoup mieux pour la France » et

¹⁵ *Saudi Commission for Tourism and Archaeology* et *Saudi Commission for Tourism and National Heritage*.

¹⁶ Lors d'une présentation de l'archéologie saoudienne en juillet 2019 dans les locaux de l'UMR Orient & Méditerranée, Abdullah al-Zahrani, directeur de l'archéologie à la Commission pour le Patrimoine, a donné les chiffres suivants, en nombre de missions par pays : France 6, Allemagne 3, Japon 3, Italie 2, Royaume Uni 2, Autriche 1, Chine 1, Finlande 1, Pologne 1, Etats-Unis 1, soit 21 missions au total.

¹⁷ Et auteur, en 2022, d'un ouvrage intitulé *Diplomate. Pour quoi faire ?*, publié aux Éditions Odile Jacob. Ce titre évoque celui que l'auteur de ces lignes avait choisi pour une conférence donnée en février 2019 à l'ambassade de France à Riyad, à savoir « L'archéologie, pour quoi faire ? », changé sans en informer l'orateur en « Pourquoi faire de l'archéologie ? », titre au sens totalement différent. Les aspects politiques et diplomatiques de l'archéologie y avaient été abordés.

« je veux faire de Madā'in Šāliḥ la perle du Golfe ; c'est là que vous pouvez m'aider ». Il était clair que le programme « Vision 2030 » allait s'appuyer sur la valorisation de cette région.

Dès lors, les services du ministère ont été mis en ordre de marche pour tenter de répondre à ce qui n'était encore que des demandes diffuses. Quelques mois plus tard, le 10 avril 2018, un accord intergouvernemental de coopération entre la France et l'Arabie Saoudite était signé pour dix ans par le prince Badr et Jean-Yves Le Drian pour le projet de développement d'al-'Ulā¹⁸. Cet accord était accompagné d'un second, signé par les mêmes parties en présence de l'envoyé spécial du Président de la République, Gérard Mestrallet, relatif au financement d'une « Agence pour le développement du Projet de développement [...] d'Al Ula »¹⁹. Cette agence, l'Afalula créée sous la forme d'une société par actions simplifiée dont l'unique actionnaire est l'État français, compte en 2023 plus de quarante collaborateurs ; ses activités sont entièrement financées par l'Arabie Saoudite. La première des raisons invoquées par la RCU pour souligner l'importance du partenariat franco-saoudien est, il faut le rappeler, le « long engagement de la France dans le domaine de l'archéologie saoudienne »²⁰.

Une communication tous azimuts

La mission archéologique de Madā'in Šāliḥ, en la personne de sa directrice, a accompagné le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères tout au long du processus d'élaboration de l'Agence (réunions au ministère, échanges avec le chargé de mission en charge du dossier au MEAE, Régis Dantaux, présentations, transmission de documentation, accueil d'une délégation du ministère sur place (fig. 3), conférence de presse, discours à un dîner de gala, dîner à l'Élysée, contacts avec les journalistes, etc.). L'objectif était clairement, et à juste titre, de mettre en avant l'ancienneté, le degré et la qualité de l'investissement français dans la connaissance du patrimoine de la région d'al-'Ulā. L'archéologie était donc une, voire *la* porte d'entrée vers à al-'Ulā qu'il convenait de protéger des appétits de ses concurrents européens et non-européens. Les presses nationales française et saoudienne ont fortement relayé l'événement²¹. Depuis lors, les partenaires n'ont eu de cesse de mettre en avant, outre les entreprises et institutions françaises dans les domaines liés aux infrastructures, à la sécurité, au tourisme, au patrimoine, etc., l'expertise française en matière d'archéologie, avec pas moins de six missions travaillant sur des sites de la région ou des problématiques archéologiques locales.

¹⁸ Cf. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/04/11/conference-de-presse-conjointe-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-avec-mohammed-ben-salman-prince-heritier-darabie-saoudite>, extrait : « En lançant un partenariat franco-saoudien pour mettre en valeur le site exceptionnel de Mada'in Saleh, dans le gouvernorat d'Al-Ula, qui est un haut lieu de la civilisation nabatéenne, nous marquons une volonté d'avoir un partenariat qui est un partenariat archéologique, patrimonial, culturel, mais aussi touristique, [et] économique ».

¹⁹ D'autres accords, relatifs à l'archéologie et aux musées, ont également été signés. Voir *Les Echos*, 9 avril 2018 : « L'accord prévoit l'ouverture d'un musée régional sur les cultures préislamiques qui ont occupé le site, mais aussi la construction d'un musée de stature internationale, deux à trois fois plus grand que le Louvre Abu Dhabi, consacré à l'histoire et au patrimoine de la péninsule arabe, de l'Antiquité à nos jours, ainsi que la création d'un centre de recherche jumelé avec les grandes institutions françaises ».

²⁰ <https://www.rcu.gov.sa/en/fact-sheets/french-partnership/>

²¹ Petite sélection en date du 9 avril : *Arab News* : « Depth of ties : A long history of French archaeology in Saudi Arabia », <http://www.arabnews.com/node/1281826/saudi-arabia> ; France Culture, « Site archéologique d'Al-Ula : un terrain de coopération entre la France et l'Arabie saoudite », <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/choix-de-la-redaction/site-archeologique-d-al-ula-un-terrain-de-cooperation-entre-la-france-et-l-arabie-saoudite-9182019> ; Le Figaro, Paris et Riyad signent un accord pour la mise en valeur d'Al-Ula, le Pétra saoudien : <https://www.lefigaro.fr/culture/2018/04/09/03004-20180409ARTFIG00258-paris-et-riyad-signent-un-accord-pour-la-mise-en-valeur-d-al-ula-le-petra-saoudien.php> ;



Fig. 3. Une partie de la délégation du MEAE reçue à Hégra. De gauche à droite : Emmanuel Puisais-Jauvin (DGM-MEAE), Laïla Nehmé (CNRS), G. Mestrallet (AFALULA), Laurent Gillard (SCAC-Riyad) et Clément Laloux (MEAE). © Hubert Raguet.

Au-delà du « projet ALUa », l'archéologie est un moyen d'ancrer, dans 73 pays et autant de régions parfois reculées dans ces derniers, des missions pluri-disciplinaires aux casquettes multiples. En échange de quelques subsides publics, elles font venir des chercheurs généralement polyglottes, des ingénieurs et des techniciens mettant en œuvre de technologies souvent innovantes ainsi que des étudiants, tout contribuant à former les étudiants et fonctionnaires locaux.

On peut dès lors s'interroger, à juste raison, sur la pertinence de la baisse récurrente des moyens

alloués à l'archéologie au MEAE, ce financement constituant pourtant, dans certains pays, et notamment en Arabie Saoudite, un levier d'action à haute rentabilité pour les entreprises et le *soft power* à la française. Ils sont en effet passés de 2,6 millions d'euros en 2011²² à 1,9 millions en 2022. L'exemple d'al-'Ulā est constamment mis en avant, depuis 2018, comme modèle de partenariat ayant débouché sur des actions de mise en valeur²³. C'est sans doute, à ce titre, l'opération archéologique ayant eu le meilleur rendement économique, pour les entreprises hexagonales, par rapport à l'investissement public initial²⁴.

Bibliographie

Conesa P., H. Seniguer, S. Farhat et R. Soubrouillard 2021. *Le lobby saoudien en France. Comment vendre un pays invendable*. Paris : Denoël.

Demoule J.-P. et D. Garcia (éds), *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*. Paris : La Découverte/Inrap.

Duyrat *et alii* 2016, Frédérique, Françoise Briquel-Chatonnet, Jean-Marie Dentzer, et Olivier Picard. 2016. « Henri Seyrig (1895-1973). Introduction ». *Syria*, Supplément III.

Lebel A. 2023. *Nos amis saoudiens*. Paris : Grasset.

Lombard A. 2022. *La diplomatie culturelle*. Paris : Que sais-je ?/Humensis.

²² Soit l'équivalent aujourd'hui de plus de 3 millions d'euros et donc une baisse de plus de 36 % en euros constants, ce qui est considérable. Source INSEE <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>

²³ Par exemple Lombard 2022, p. 105 mais aussi Lebel 2023, p. 142-145 et Conesa *et alii* 2021, p. 75-76, cités note 9.

²⁴ Dans le même ordre d'idée, mais dans le domaine de l'archéologie sur le territoire français, on peut rappeler la justesse de la phrase de Nathan Schlanger dans Demoule *et alii* 2018, p. 596 : « si l'archéologie engage indéniablement des coûts (avec un budget annuel de 200 millions d'euros en France ou en Angleterre, et au moins le double au Japon), elle est aussi une source de revenus directs ou indirects bien plus considérables, ne serait-ce que par le tourisme et les industries culturelles qui en découlent ».

Nehmé L. 2015 (éd.). *Les tombeaux nabatéens de Hégra*. 2 vol. Épigraphie & Archéologie 2. Paris : Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

Nehmé L. 2019. *Archéologie au pays des Nabatéens d'Arabie. Guide de Hégra*. Paris : Maisonneuve & Larose Nouvelles éditions / Hémisphères.